

Bujumbura salue la position de l'UA sur la payement des soldats de l'AMISOM

@rib News, 15/11/2016 - Source Xinhua Le Burundi se félicite du rejet de l'UA de payer directement les salaires des militaires burundais de l'AMISOM Le gouvernement du Burundi s'est félicité mardi de la décision de l'Union africaine (UA) de rejeter l'initiative de l'Union européenne (UE) de ne plus payer les salaires de ses militaires de l'AMISOM directement sans passer par ses institutions.

"Le gouvernement du Burundi se félicite de la position prise par l'Union africaine ce vendredi de rejeter l'initiative de l'Union européenne de vouloir payer le salaire des militaires burundais engagés dans la mission de maintien de la paix en Somalie sans passer par les institutions burundaises", a déclaré dans un communiqué sur les ondes de la Radiotélévision nationale du Burundi (RTNB), le secrétaire général et porte-parole du gouvernement, Philippe Nzobonariba. Il a souligné par ailleurs que cette position s'aligne sur celle déjà exprimée par le gouvernement burundais sur la question. Pour le Burundi, "la mesure de l'UE de diviser les troupes composées par des contingents en provenance de différents pays africains face à l'ennemi commun qui est le terrorisme est non seulement contreproductive mais aurait pour effet de saper le moral de toutes les troupes engagées contre les terroristes d'Al-Shebab et inversement de remonter le moral de ces derniers". Il a demandé plutôt à l'UE de ne pas étendre les effets de son désaccord avec le Burundi sur sa politique intérieure à toute la famille de l'UA en pénalisant toutes les troupes engagées dans les opérations de maintien de la paix et d'honorer ses engagements vis-à-vis de cette dernière, en bloquant "sans délais les salaires des troupes burundaises engagées vaillamment face à l'ennemi et qui sont injustement bloqués depuis bientôt dix mois, et ce selon les modalités fixées dans le mémorandum d'entente avec l'UA".

Le gouvernement demande aussi à cet effet aux troupes de l'AMISOM de garder le moral particulièrement en ce moment où l'UA vient de joindre sa voix à celle du gouvernement pour leur montrer sa solidarité et son soutien, "une façon d'exprimer la satisfaction de la communauté internationale pour leurs prestations sur le terrain". La position de l'UA a été prise le 11 novembre à travers la 21^{ème} réunion du Comité de coordination des opérations militaires des pays contributeurs des troupes à l'AMISOM, selon le porte-parole du gouvernement. Par ailleurs, le gouvernement du Burundi a condamné dans le même communiqué le traitement injuste et l'humiliation infligée au contingent de policiers burundais déployés au sein de la MINUSCA en République centrafricaine. Pour lui, "malgré le travail louable dans ce pays déchiré par la guerre civile où ces policiers ont pu sécuriser les institutions de transition et tout le processus électoral, ils se sont vu refuser le renouvellement de leur mandat et ce, sur instigation de certains partenaires (...), entre autres l'Union européenne". Le Burundi demande à cet effet aux Nations unies "de reconsidérer toutes les différentes accusations mensongères et sans preuves qui ont été injustement portées contre les forces de sécurité burundaises déployées dans les missions de maintien de la paix en vue de leur réhabilitation". Le gouvernement du Burundi se trouve sous le coup de sanctions à peine dévoilées de l'UE et de certains de ses partenaires techniques et financiers depuis l'éclosion des manifestations menées par des contestataires contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza depuis fin avril 2015, des manifestations dont la répression a été interprétée par ces partenaires du pays et la communauté internationale de leurs manières.